

Post- scriptum : contre l'écologie

1. La racine d'un débat
2. Le lieu commun de notre époque
3. L'hostilité contre la civilisation urbaine
4. L'agro-écologie et la plus-value absolue
5. Georgescu-Roegen et la décroissance économique
6. Malthus, théoricien de la croissance
7. «Les limites de la croissance» ou une croissance sans limites
8. Opportunités d'investissement et aggravation de l'exploitation



«La résurrection des ordures sous la forme de produits recyclés est le paradis du mysticisme écologiste.»

La racine d'un débat

Dans cette série de huit articles, j'aimerais dire encore certaines choses sur l'écologie et en répéter d'autres que j'ai déjà exprimées précédemment.

1.

L'écologie a éveillé mon attention peu après le 25 avril 1974 et la Révolution des Œillets. J'ai peu à peu pris conscience que **son audience croissante au Portugal était l'une des manifestations de la défaite subie par la classe ouvrière au cours de la seconde moitié de l'année 1975**. Cela m'a amené à émettre l'hypothèse que, dans d'autres pays, l'intérêt manifesté pour l'écologie découlait d'un reflux des luttes sociales. C'est donc dans cette perspective que j'ai commencé à analyser cette question.

En 1977, dans la préface à l'édition espagnole de mon livre¹, reproduite ensuite dans une revue portugaise, j'ai critiqué, pour la première fois une tendance, «suivie par la plupart de ceux qui se disent "écologistes"», et qui «consiste à prôner l'arrêt de la croissance industrielle et le retour, au moins partiel, à certaines techniques de production précapitalistes». C'est donc l'archaïsme de l'écologie qui m'a tout d'abord profondément déplu, et je continuais en disant : *«L'ambition de revenir à des époques historiques dépassées est le prototype de l'utopie ; il est vain de dépenser davantage d'encre pour démontrer l'impossibilité de ce retour en arrière, dans la mesure où cette démonstration a déjà été effectuée des milliers de fois. Celui qui n'en est pas convaincu aujourd'hui ne le sera jamais.»*

J'aurais dû écrire que c'est précisément lorsque les arguments rationnels ne se montrent pas efficaces que la foi se révèle la mieux enracinée. *«Quant à la défense d'une "croissance zéro", continuais-je, il est curieux de noter que cette notion se retrouve à la fois dans la bouche de nombreux écologistes et dans celle des économistes capitalistes les plus conservateurs. Une telle convergence est un symptôme de la crise économique que le capitalisme traverse depuis 1974, et préfigure certainement un nouveau type de croissance des forces productives capitalistes (ce que ces courants désignent idéologiquement comme une non-croissance)».*

Une fois la crise surmontée, le capitalisme se réorganisa au niveau des entreprises comme à celui de l'Etat, et la *croissance zéro* perdit beaucoup de son aura. Mais, avec trente-six années de recul, cette analyse me semble prémonitoire. Aujourd'hui, alors que l'économie est entrée en crise dans les vieux centres d'accumulation du capital, aux États-Unis et dans l'Union européenne, les thèses favorables à la *croissance zéro* sont revenues en force au point de devenir hégémoniques dans certains milieux, et elles sont à nouveau défendues par les écologistes et certains des économistes les plus conservateurs.

Dans ma préface de 1977, je considérais que type de conceptions *«repose principalement sur la sphère économique de la consommation, et non sur celle de la production: les étudiants, les cadres inférieurs de la technocratie, les membres des professions libérales, etc.»*. Après avoir exposé quelques considérations sur la dynamique d'expansion de la *technocratie* (que je décidai ensuite d'appeler la «classe des gestionnaires»), j'expliquais que *«les nouvelles conditions du développement des forces productives capitalistes, aggravées par la crise actuelle, ont provoqué une importante augmentation du nombre de chômeurs parmi les couches inférieures de la classe technocratique. Les étudiants, les apprentis technocrates, ont de plus en plus de difficulté à trouver un emploi stable, une fois qu'ils ont terminé leurs études. Dans tous les pays industriels développés, des milliers de technocrates potentiels se retrouvent au chômage sans avoir jamais eu, même en tant que technocrates, le moindre contact avec le processus de production. Technocrates frustrés, ces éléments se révoltent surtout parce qu'ils ne peuvent pas se réaliser entièrement en tant que consommateurs. (...) ils s'inquiètent beaucoup, par exemple, des effets de la technologie capitaliste à l'extérieur des usines ; mais ils se préoccupent très peu des effets de cette technologie à l'intérieur de ces établissements ; et comme tout cela se passe dans une société capitaliste qui menace de durer plusieurs décennies»* – aujourd'hui, j'écrirais **plusieurs**

¹ Il s'agit de la préface à l'édition espagnole de *Para una Teoria del Modo de Produccion Comunista, Zero-Zyx*, 1977. Ce texte fut publié séparément au Portugal : «A Propósito da Teoria do Modo de Produção Comunista», *Revista Trimestral de Histórias e Ideias*, n° 2, 1978.

siècles – «ils ne se soucient absolument pas du problème du chômage des travailleurs». Ces lignes s’appliquent pleinement, ou peut-être encore plus aujourd’hui, aux pays européens victimes de la crise économique actuelle, notamment au Portugal. C’est dans ces pays et dans ces couches sociales que l’écologie et la *croissance zéro* ont obtenu un succès, nouveau et particulièrement notoire.

2.

Dans les années qui ont suivi, j’ai commencé à développer les idées de base présentées dans ma préface de 1977, mais il faut se rappeler que, au Portugal, le réseau idéologique dans lequel s’inscrivait l’écologie était particulièrement facile à cerner.

Le Parti populaire monarchiste (PPM), qui participa au gouvernement dans une coalition de centre-droit entre 1980 et 1983, était le seul à inclure l’écologie dans son programme. Le fondateur et président du Directoire et du Congrès de ce parti, l’ancien «intégraliste²» Rolão Preto, avait défendu, contre le fascisme conservateur et catholique de Salazar, un fascisme populiste, proche du national-syndicalisme espagnol. Ces deux courants s’étaient affrontés en 1933, année décisive pour la stabilisation du fascisme au Portugal. Salazar avait triomphé, les «Chemises bleues» de Rolão Preto avaient été intégrées dans le nouvel Etat, ou marginalisées, et Rolão Preto fut finalement expulsé vers l’Espagne en 1935, où il participa à la guerre civile aux côtés de la Phalange. Après 1945, il se situa à droite de ce qu’on appelait *l’opposition démocratique* au salazarisme, assurant ainsi une survie politique que l’on a pu observer aussi dans l’Allemagne et l’Autriche de l’après-guerre. Comme d’autres courants d’extrême droite dans les pays latins, Rolão Preto était sensible à l’influence de Proudhon et les propositions décentralisatrices et écologistes du PPM doivent beaucoup à la tradition proudhonienne. Je me souviens d’avoir entendu un vieil anarchiste, qui d’ailleurs avait été interné dans le camp de concentration de Tarrafal³, conseiller discrètement de voter pour le PPM en raison de son proudhonisme.

A l’époque, cet ensemble de circonstances facilitait la compréhension des aspects politiques de l’écologie, du moins pour ceux qui étaient intéressés à en saisir la signification – et il est significatif que bien peu de militants en furent capables. Cette distraction volontaire continue aujourd’hui, dans la mesure où les dévots de l’écologie ignorent délibérément les études qui montrent ses relations avec l’extrême droite radicale.

A la suite de ces réflexions, je publiai en 1979 un *Manifeste anti-écologique*⁴. Le titre est suffisamment explicite pour se passer d’explications. Les passages de cet ouvrage qui concernent le plus directement l’écologie furent reproduits sur plusieurs sites lusophones. En 1981, dans un bref historique du mouvement écologiste portugais⁵, le journaliste Arsenio Mota affirma, à propos de ce livre, qu’il

² «Opposé à l’idéalisme républicain, [l’intégralisme] prit corps dans les milieux universitaires, catholiques et monarchistes de Coimbra, fortement marqué par la pensée de Charles Maurras et par l’influence de l’Action française. Bien avant de se constituer en mouvement politique (printemps 1916), l’Integralismo défendit, dans la revue A Nação Portuguesa (1914) le programme d’une monarchie “organique, traditionaliste et anti-parlementaire”, teintée d’un nationalisme virulent (...). L’Integralismo a fortement contribué à sensibiliser différents milieux de la société portugaise à l’idée de dictature. Les mouvements conservateurs, voire fascistes, qui lui ont disputé le terrain politique, dont (...) le Nacionalismo Lusitano de Rolão Preto (1932), ne réussirent pas à le supplanter, d’autant plus que son programme autoritaire et anti-parlementaire fut, en quelque sorte, brièvement mis en application par la dictature de Sidónio Pais (avril 1918 - décembre 1918). D’autre part, l’Integralismo a exercé une forte influence au sein de l’armée ; estimant ne pas avoir été assez gratifiée à la suite des longues campagnes de “pacification” d’Afrique celle-ci s’est montrée de plus en plus sensible à l’idée d’un coup de force, et à l’établissement d’une dictature militaire.» Cf. Dejanirah Silva-Couto, «Méthodes en histoire du monde portugais», *Annuaire de l’École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 139 | 2008 (NdT).

³ Tarrafal : «colonie pénitentiaire» créée dans une île du Cap-Vert après une mutinerie de marins en 1936 au Portugal. Les prisonniers politiques républicains, syndicalistes et communistes étaient soumis à un régime particulièrement dur, ce qui explique la mort de 33 prisonniers sur environ 200 dans la première partie de l’histoire de ce camp. Fermé en 1956, il fut rouvert en 1961 pour y «accueillir» quelques dizaines de militants anticolonialistes angolais, guinéens et cap-verdiens (NdT).

⁴ *O Inimigo Oculto. Ensaio sobre a Luta de Classes, Manifesto Anti-Ecológico*, Afrontamento, 1979.

⁵ «Como Vai o Movimento Ecológico Português ?», *Jornal de Notícias*, 7 mars 1981.

«contenait une critique radicale et eut un certain impact». J'ignore quel a été cet «impact», mais je me souviens bien des insultes que ce livre a suscitées à mon égard.

Le sujet a continué à m'intéresser et les vingt-quatre années que j'ai consacrées à mener des recherches et à écrire sur le régime seigneurial en Europe⁶ m'ont permis d'élargir ma critique des deux présupposés de l'écologie : le mythe de la nature et le mythe selon lequel la société industrielle serait particulièrement polluante. Dans un article publié en 1987 avec Rita Delgado⁷, nous étions arrivés à la conclusion, en analysant le cas portugais entre 1979 et 1984, que les «trois quarts des accidents du travail mortels qui figurent dans cet échantillon sont dus à des technologies primitives ou à l'utilisation archaïque de technologies plus avancées». Cela nous amena à critiquer l'un des présupposés de l'écologie qui «appelle à utiliser des technologies obsolètes et à revenir à un système de petites entreprises familiales, décision qui aurait pour conséquence d'entraver le développement des forces productives».

«Les communautés marginales des écologistes sont une illusion et relèvent de la démagogie, écrivions-nous alors. Dans la pratique, ce qui reste des propositions écologistes ce n'est pas la réduction des rythmes de travail, mais seulement l'utilisation de technologies obsolètes. Par conséquent, nous devons analyser les conséquences de l'utilisation de ces technologies obsolètes dans le contexte général du système capitaliste.»

Un ami érudit m'a rappelé l'autre jour que, dans un livre⁸ publié pour la première fois en 1991, j'avais écrit : «si j'osais dire ici en trois lignes ce qu'il me faudrait des centaines de pages pour expliquer, j'affirmerais que la plus-value est, dans le capitalisme, l'entropie négative». Tel est le noyau central d'une critique globale de l'écologie, que je poursuis aujourd'hui, et cette courte phrase indique la direction que suit mon raisonnement depuis longtemps.

Néanmoins, jusqu'en 2011, ce thème est resté marginal dans mes publications, même si je l'avais abordé dans un livre⁹ publié en 2003 ainsi que dans des cours et des conférences, y compris une conférence organisée en avril 2007 par les étudiants de l'université de São Paulo.

3.

En mars 2011 j'ai publié sur le site *Passa Palavra* un article —«Socialisme de l'abondance, socialisme de la misère¹⁰» — dans lequel je rappelais que le socialisme, à ses débuts, promettait l'abondance à un prolétariat que le capitalisme maintenait dans la misère. «Le socialisme est né du constat que, étant donné les possibilités productives énormes qu'offrent les nouvelles manufactures et devant le remodelage opéré dans les technologies rurales et qui a multiplié la productivité du sol, l'abondance était devenue possible.» Les liens entre le socialisme naissant et la croissance de la productivité étaient extrêmement forts, et, dans cette perspective historique, l'écologie et la croissance zéro se situent aux antipodes des préoccupations originelles du socialisme.

Les premières générations de socialistes considéraient que la suppression des patrons était indispensable pour que les travailleurs réussissent à vivre dans l'abondance qu'ils souhaitaient, et ils agirent en conséquence. Face à cette menace, et dans la mesure où la répression ne faisait que reporter la solution des problèmes et en résolvait peu, voire aucun, les chefs d'entreprise déclenchèrent des cycles successifs d'augmentation de la productivité. Il est alors devenu possible, en augmentant l'intensité et la complexité des processus de travail et les compétences des travailleurs et en réduisant les autres coûts de production de biens de consommation, d'aggraver l'exploitation tout en améliorant le niveau de vie

⁶ *Poder e Dinheiro. Do Poder Pessoal ao Estado Impessoal no Regime Senhorial, Séculos V-XV*, op. cit.

⁷ «Acidentes de Trabalho — Contribuição para uma Análise», *Revista de Administração de Empresas*, volume 27, n° 3, 1987 [En ligne].

⁸ *Economia dos Conflitos Sociais* (Cortez, 1991; Expressão Popular, 2009, disponible en ligne).

⁹ *Labirintos do Fascismo. Na Encruzilhada da Ordem e da Revolta*, Afrontamento, 2003, disponible en ligne.

¹⁰ Cf. le recueil d'articles de Loren Goldner, Adolph Reed Jr. et João Bernardo intitulé *La Gauche identitaire contre la classe : aux sources de la régression*, Editions *Ni patrie ni frontières*, 2017.

matériel des travailleurs. Dans les pays les plus industrialisés, les luttes sociales ont poussé les patrons à répondre par un capitalisme de l'abondance aux aspirations en faveur d'un socialisme de l'abondance.

La question de l'augmentation de la productivité est au cœur de la dynamique d'expansion du capitalisme. Contrairement à ce qu'imaginent les versions boiteuses du marxisme, les travailleurs bien habillés et bien nourris des centres capitalistes les plus avancés ne constituent pas une *aristocratie ouvrière* qui vivrait sur le dos de la population pauvre des régions dont le développement a pris du retard. C'est l'augmentation de la productivité dans les principaux centres capitalistes, qui y accélère le processus de surexploitation et augmente l'accumulation du capital.

Les mécanismes de l'impérialisme suivent un chemin inverse à celui imaginé par les tiers-mondistes. C'est parce que le capital s'est accumulé préférentiellement dans les centres d'accumulation plus développés que ceux-ci ont pu élargir leur empire économique sur les régions retardataires. Il suffit d'observer les flux des investissements directs étrangers, à savoir, les investissements originaires d'un pays et destinés à un autre, qui assurent le contrôle aux investisseurs ou, au moins, un intérêt durable et une influence décisive sur l'entreprise dans laquelle le capital est investi. Ces investissements, qui forment aujourd'hui l'outil permettant le rayonnement des sociétés transnationales, sont surtout attirés par les centres plus développés, ou bien par ceux où le rythme de développement est le plus rapide : c'est donc là où les profits sont plus élevés et par conséquent là où l'exploitation est la plus intense. Bien que cela paraisse paradoxal, les travailleurs les plus exploités sont, par exemple, suédois – et non haïtiens –, et c'est précisément pour cette raison que les capitaux affluent vers la Suède et non vers Haïti.

Les mécanismes de la productivité expliquent ce paradoxe apparent du capitalisme : un travailleur qui vit dans la pire situation matérielle est **encore moins exploité** que celui dont les conditions matérielles sont bien meilleures. C'est ce paradoxe que l'on appelle la *plus-value*.

Dans cette perspective, la croissance de la productivité est une manifestation des conflits de classe sur le plan de la technologie, dans leurs dimensions matérielles et sociales. Lorsque l'on combine une répression féroce et la persécution des formes d'organisation autonome de la classe ouvrière, on élimine l'aiguillon qui encourage les chefs d'entreprise à augmenter l'intensité des processus de travail, améliorer la qualification de leur personnel et réduire les coûts de production pour absorber les luttes sociales. Donc, la répression systématique conduit notamment à ralentir l'augmentation de la productivité.

D'une certaine façon, c'est ce qui est arrivé en Union soviétique à l'époque de Staline, lorsque la volonté d'accroître la productivité n'a eu de conséquences que sur le secteur destiné à la production des moyens de production (machines et installations industrielles), au détriment du secteur destiné à la production des biens de consommation. Les premiers plans quinquennaux et la fabrication d'armements durant la seconde guerre mondiale s'appuyèrent sur la mobilisation d'une classe ouvrière en haillons et une main-d'œuvre pléthorique soumise à un régime esclavagiste exercé par l'Etat.

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que les inconvénients de ce système se manifestent dans toute l'économie. Incapable de produire, avec une productivité élevée, des biens de consommation abondants, le capitalisme d'Etat soviétique ne réussit pas à atteindre le niveau des capitalismes de marché les plus avancés, capables d'aggraver l'exploitation tout en améliorant le niveau de vie matériel des travailleurs. Après la mort de Staline, les tentatives successives dans ce sens échouèrent parce que le système répressif, même s'il fut atténué, continua à limiter la capacité revendicative de la classe ouvrière ; or, sans ce facteur, les gestionnaires des entreprises n'étaient pas soumis aux pressions nécessaires pour augmenter la productivité.

L'Union soviétique et les autres économies étatiques dans sa zone d'influence se sont effondrées pour de nombreuses raisons, dont l'une des plus importantes a été les obstacles politiques et sociaux à la croissance de la productivité. Le Parti communiste chinois a su tirer les leçons de ces événements : il a transformé le pays en une économie mixte jouissant d'un certain degré de flexibilité politique, un *capitalisme bureaucratique*, que j'appelle ainsi faute d'un meilleur terme.

Dans ces conditions, alors que le processus d'augmentation de la productivité comme mécanisme de récupération des luttes sociales n'aurait dû rencontrer aucun obstacle politique, un nouvel obstacle est tout de même apparu. «*La diffusion de l'idéologie écologiste, massivement propagée par tous les moyens d'information, a correspondu à une pression très forte et constante pour réduire la consommation privée*», ai-je écrit dans «*Socialisme de l'abondance, socialisme de la misère*¹¹». «*Auparavant, les travailleurs considéraient l'amélioration de leur niveau de vie matériel comme une*

¹¹ Cf. *La Gauche identitaire contre la classe : aux origines d'une régression*, op. cit.

preuve de la réussite de leurs revendications politiques et sociales ; aujourd'hui, les écologistes prétendent les culpabiliser pour ces conquêtes et les convaincre que, en mangeant davantage, en s'habillant mieux, en dépensant plus de savon et en vivant plus confortablement, ils mettent la planète en danger. L'abondance a commencé à être considérée comme négative et certains ont proposé aux masses l'ascétisme comme un objectif à atteindre.»

Empruntant des chemins très différents de ceux qu'avait parcourus le capitalisme d'État soviétique, on arriva au même résultat : on augmenta la pression pour diminuer la consommation privée, ce qui ne put que produire le même effet et entraver la productivité. Unique différence : cette fois, le freinage de la productivité était un objectif explicite. En effet, alors que les dirigeants soviétiques n'abandonnèrent jamais l'ambition irréaliste d'augmenter la productivité tout en empêchant les pressions sociales de s'exercer, les écologistes proposent aujourd'hui de limiter directement la productivité et d'inverser la croissance économique.

Mais si l'augmentation de la productivité permet aux capitalistes de contrecarrer les effets des conflits de classe, la décision de limiter la productivité implique nécessairement la mise en place d'un système répressif. Un régime où les pressions sociales sont contenues et où la productivité stagne se rapproche davantage du modèle d'Haïti que du modèle suédois ; autrement dit, si l'on utilise des concepts marxistes, il s'agit d'un régime fondé sur la plus-value absolue et non pas sur la plus-value relative, qui repose sur les formes extensives et non pas intensives de l'exploitation. Plusieurs auteurs ont insisté sur le fait que le capitalisme articule inéluctablement ces deux types d'exploitation. Trotski a d'ailleurs présenté cette articulation de façon dynamique en présentant sa célèbre formule du *développement inégal et combiné*.

Le problème est encore plus complexe, parce que la plus-value absolue et la plus-value relative ne sont pas séparées par une barrière imperméable ; de plus, la croissance de la productivité conduit au fait que des formes de plus-value relative deviennent caduques et dégénèrent en plus-value absolue. Ayant abordé ce sujet dans mon livre *Economia dos conflitos sociais*¹², je me limiterai ici à quelques brèves remarques.

Je ne souhaite ni formuler une loi générale qui présiderait à cette articulation ni, pire encore, trouver cette formulation chez un autre auteur, ce qui m'obligerait à réaliser une typologie des cas concrets, alors qu'une loi unique permettrait d'aller beaucoup plus loin dans le raisonnement.

L'écologie a remplacé le défunt régime soviétique en ce qui concerne les entraves à la productivité. Il s'agit vraiment d'une substitution qui opère dans la même zone idéologique et politique, à savoir la soi-disant «gauche». Si l'on considère que les crises économiques aboutissent à des destructions massives de capitaux, les restrictions à la productivité recommandées par l'écologie, en particulier dans sa variante favorable à la décroissance, constitueraient une forme supplémentaire de destruction de capital, existant et futur. L'horizon de ce projet est la généralisation de la plus-value absolue. Comme je l'ai écrit dans l'article précité, «*le projet d'un nouveau socialisme de la misère s'est développé contre le capitalisme d'abondance*».

Il peut sembler absurde que le socialisme, qui promettait l'abondance généralisée, ait engendré un capitalisme d'État incapable de rivaliser avec le capitalisme de marché pour ce qui concerne le bien-être matériel de la force de travail et qu'il ait finalement ouvert l'espace désormais occupé par les écologistes, y compris les défenseurs de la décroissance. Je n'ai pas élaboré moi-même ni ai lu d'explication satisfaisante et convaincante pour éclairer cette évolution qui a transformé la gauche en son contraire. Mais que nous comprenions ou pas les raisons qui ont conduit à cette situation absurde, nous devons combattre cette évolution si nous ne voulons pas en être victimes. Cette lutte est d'autant plus difficile et urgente que l'écologie est devenue hégémonique dans la soi-disant «gauche».

La situation est pire parce que l'agriculture familiale est l'un des secteurs les plus propices à l'extorsion de la plus-value absolue, avec ses longues journées de travail sans horaires fixes et son calcul des coûts de production qui exclut une partie considérable des tâches accomplies par la famille. Mais c'est précisément ce type d'agriculture où l'exploitation est extensive et la productivité faible, que les écologistes proposent comme modèle social. «*Alors que, dans l'imaginaire commun, le capitalisme est associé à l'activité industrielle, son succès fondamental a reposé sur l'énorme augmentation de la productivité suscitée dans l'agriculture, ai-je écrit dans l'article précité. Cette révolution technologique a permis une telle amélioration de la quantité et de la qualité des aliments que le volume de la population a atteint des niveaux impensables auparavant, tout en améliorant le niveau de la santé et en*

¹² Cf. pp. 124-149 du PDF en ligne.

prolongeant l'espérance de vie.» Face à cela, l'écologie a développé un nouveau volet, l'agro-écologie. «Et c'est contre cette situation que l'agro-écologie réagit en proposant des technologies qui impliquent une réduction de la productivité rurale. Après tout, si les idéologues de l'écologie ont pour objectif de consommer moins, rien de plus naturel que les idéologues de l'agro-écologie veuillent produire moins. Le nouveau programme du socialisme de la misère en sort renforcé.»

4.

La place centrale occupée par l'agro-écologie dans les courants écologistes actuels, et surtout parmi les promoteurs de la décroissance, m'a amené à exposer ses origines historiques dans une série d'articles intitulée «Le mythe de la nature¹³», publiés sur le site *Passa Palavra* en novembre et décembre 2011 et dans lesquels j'analysais «la mythification de la paysannerie». Pour exprimer son désaccord, Mix a publié dans *Passa Palavra*, en janvier 2012, un article intitulé «Le paysan serait-il un mythe?» Ce titre est étrange parce que, bien sûr, je n'ai jamais prétendu que le paysan était un mythe, seulement qu'on avait construit un mythe autour de la nature et des paysans. Cette controverse au sujet de l'écologie sur le site *Passa Palavra* m'a amené, en janvier 2012, à répondre à Mix par un texte : «Société urbaine et société industrielle. Une réponse». Peu de temps après, en mars 2012, JG a publié un article («Agro-écologie et lutte paysanne: poursuivons le débat») critiquant les perspectives que j'avais défendues, ce qui m'a amené à écrire une nouvelle réponse, «L'écologie, l'escroquerie de notre temps», également publié au mois de mars. L'article de Fagner Enrique, «Darwin contre l'écologie», publié en septembre 2012, où l'auteur explique que «contrairement à une nature régie par la loi de la survie du plus apte, nous voyons l'écologie postuler le principe d'une nature régie par une loi supposée de l'équilibre et de l'harmonie naturelles», a apporté de nouveaux éléments à la discussion. Ce débat a été vif et dans l'ensemble, ces huit articles ont suscité 290 commentaires.

Il est néanmoins étrange que les trois articles qui proposaient une histoire du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) – «MST et agro-écologie: une mutation décisive», publiés en mars et avril 2012 –, n'aient pas intéressé les défenseurs de l'écologie qui avaient critiqué les articles précédents. Serait-ce parce que j'ai fait allusion dans ce texte à l'augmentation des «ressources destinées au Programme national d'éducation dans le cadre de la réforme agraire, PRONERA, et ses partenariats avec les universités et les écoles techniques publiques»? Les écologistes sont-ils mal à l'aise lorsqu'on dévoile le fait que les subventions de l'Etat alimentent les louanges de l'archaïsme ? Ou préfèrent-ils rester à l'écart des discussions publiques à propos des positions du Mouvement des travailleurs sans-terre ? Ou bien ont-ils une autre raison ?

Je ne comprends toujours pas pourquoi un débat qui devrait logiquement aboutir à un exemple pratique d'une grande pertinence, la transformation du Mouvement des travailleurs sans-terre en un lobby *écologiste*, s'est arrêté au seuil du problème.

Bien que j'aie eu diverses occasions de m'exprimer sur ces questions, je voudrais répéter et approfondir certaines de mes positions dans cette série de huit articles.

Jusqu'ici, il est intéressant de noter qu'aucun commentateur n'a compris que mes deux articles sur le roman policier¹⁴, publiés en février 2012, visaient à illustrer l'une des composantes du lyrisme de la société urbaine et industrielle. Mon hostilité envers l'écologie, y compris l'agro-écologie, ne provient pas seulement de raisons économiques et sociales et de mes préférences politiques.

Elle est due à un sentiment beaucoup plus profond, à la passion qui, dès mon plus jeune âge, me lie aux rues et aux places des grandes villes actuelles, mon désintéret pour toutes les zones qui ne font pas partie des métropoles contemporaines, métropoles qui permettent une manière de vivre fascinante – l'intimité au milieu de la foule. Le néoplasticisme, le fonctionnalisme, le constructivisme, le minimalisme, qui constituent mon univers esthétique, fonctionnent comme le mode d'organisation de la société urbaine et industrielle, la règle qui permet à la foule d'exister comme foule sans se détruire dans le chaos. Et les romans policiers que j'ai analysés dans ces deux articles, les seuls que j'aime, les *thrillers*, les romans de *série noire*, représentent le lyrisme au sein de cet ordre, le facteur aléatoire au sein d'une règle claire et froide. C'est ce que Michel Seuphor a appelé *Le style et le cri*¹⁵.

¹³ Cf. pages 29 à 59 de ce livre (*NdT*).

¹⁴ «Romance policial» en ligne sur le site passapalavra.info.

¹⁵ Titre d'un recueil d'articles écrits par le peintre abstrait, critique d'art, poète et romancier Michel Seuphor (1901-1999), (*NdT*).

C'est cette dualité qui fait battre le cœur des grandes villes aujourd'hui – phénomène sans équivalent dans l'histoire. Ce monde que les écologistes et les admirateurs de la vie rurale prétendent détruire. Loin d'être un simple choc entre des options économiques et politiques différentes, il s'agit d'un choc plus profond, entre des civilisations.